

Hygiène et assainissement de base au Bénin

Quels espoirs pour 2013?

Longtemps redoutée par certains acteurs, la nouvelle réforme au Ministère de la santé qui a vu disparaître la Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (DHAB) désormais fusionnée avec celle de la Santé Publique, a fini par être effective depuis août 2012. Mais face aux enjeux et défis du secteur de l'Hygiène et de l'Assainissement de base considéré depuis plusieurs années comme parent pauvre, existe-t-il des raisons d'espérer que l'année 2013 soit celle du renouveau de ce secteur encore en manque de souffle?

Page 10



Pour une programmation efficiente de ses activités

L'Alliance WASH-Bénin outille ses membres sur la théorie de changement

Dans le cadre de la programmation de ses activités et du renforcement des capacités de ses membres, l'Alliance WASH Bénin a organisé du 25 février au 1er mars 2013 à l'INFOSEC de Cotonou une session de formation sur l'approche programmatique et la théorie de changement.

Page 6



Edito / Sommaire

EDITO

La JME 2013 sous le signe de la coopération

La Journée mondiale de l'eau 2013 célébrée tous les 22 mars, portera cette année sur le thème de la Coopération dans le domaine de l'eau. Et ce, dans le cadre de l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau, coordonnée par l'UNESCO pour UN-Eau.

La communauté internationale, en choisissant cette année de porter toutes les attentions sur la coopération dans le domaine de l'eau, lance un vibrant appel, afin que des efforts soient fournis au niveau local, national et international pour «sensibiliser aux défis et au potentiel de la coopération dans le domaine de l'eau», et «faciliter le dialogue entre les acteurs, et promouvoir des solutions innovantes». Pour cette journée dont l'événement officiel est accueilli par le gouvernement des Pays-Bas à La Haye, l'occasion sera donnée aux acteurs dans leur ensemble, de partager les bonnes pratiques de coopération. Une bonne façon de mettre en vedette, dans le domaine de l'eau, success story en matière de coopération. Mais plus encore, cette JME 2013 nous invite à considérer la coopération dans le domaine de l'eau comme un élément nécessaire à tous les aspects du développement. Il faut également se féliciter de ce que la Journée offre l'opportunité de faire

le suivi des engagements dans le contexte de l'Agenda pour le Développement post-2015 et de réfléchir sur les modalités de la contribution de la coopération dans le domaine de l'eau pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

Au Bénin, il est à souhaiter que cette journée, à l'instar de la communauté internationale, soit un moment de véritables échanges d'expertises techniques pour mettre en lumière les approches innovantes de sorte à établir une véritable coopération autour de l'eau entre nos divers acteurs. De même, au-delà des manifestations officielles et des professions de foi, la JME devra être une occasion pour lancer aux autorités centrales et locales un appel pour qu'elles inscrivent en lettre d'or dans leurs agendas la coopération dans le domaine de l'eau et la pratiquent quotidiennement. Cet appel est également lancé aux professionnels de l'eau et au grand public.

Vive la JME 2013! Vive la coopération dans le secteur de l'eau!

Armand HOUANYE

Sommaire :

● Editorial

- La JME 2013 sous le signe de la coopération P. 2

● Actualité

- Les acteurs locaux de Klouékanmè s'engagent pour l'application de l'outil EAIE P. 3

- La société civile à la rencontre des élus et acteurs locaux P. 4

- Les femmes de Tchi Ahomadégbé en marche vers l'autonomisation P. 5

● Parole aux acteurs

Christophe Mègbédji, Maire de la commune de Klouékanmè: P. 7

● Tribune des partenaires

L'Alliance WASH-Bénin (Eau, Hygiène et Assainissement) au service du peuple PP. 8-9

● Analyse

Quels espoirs pour 2013? P. 10

● CONSEILS ET INNOVATIONS

Événements phares prévus au cours de l'Année 2013 P. 11



Les Pages Bleues

Siège

Placodji (Cotonou)
01BP 4392 Cotonou (RB)
Tél : (229)21311093
E-mail : contact@gwppnebenin.org
Site Web : www.gwppnebenin.org

Directeur de Publication

Fabien C.C.HOUNTONDJI

Equipe de Rédaction

Aurore E. BLOKOU (PNE-Bénin)

Rachel ARAYE K. (PNE-Bénin)

KITI Bonaventure (RJBEA)

Alain TOSSOUNON (RJBEA)

Adrien SODOKIN (DG Eau)

Armand HOUANYE

Conception graphique

Afriq Edi-Com

Actualité

Promotion de l'intégrité dans le sous-secteur AEP

Les acteurs locaux de Klouékanmè s'engagent pour l'application de l'outil EAIE

Elue parmi les trois communes béninoises devant promouvoir et appliquer l'outil d'Evaluation Annotée de l'Intégrité de l'Eau dans le sous-secteur de l'Approvisionnement en Eau Potable (EAIE), la commune de Klouékanmè a accueilli dans le cadre d'un atelier d'appropriation et d'application, les experts et facilitateurs de l'utilisation de cet outil. Une occasion pour les acteurs communaux fortement mobilisés, au terme de cet atelier, de manifester au Partenariat National de l'Eau (PNE-Bénin) et au Réseau WIN, leur engagement à faire de l'intégrité et de la bonne gouvernance, une réalité dans le secteur de l'approvisionnement en eau potable dans la commune. C'était le 26 février 2013 à la salle de conférence de l'arrondissement central.



Le maire de Klouékanmè entouré du Coordonnateur du PNE-Bénin et du Chef d'arrondissement central

Avant le lancement de l'atelier par le Maire de Klouékanmè, Christophe MÉGBÉDJI, le Coordonnateur du PNE-Bénin, Armand HOUANYÉ, a tenu à situer le contexte de l'initiative de promotion de l'outil EAIE et de l'organisation de l'atelier. Indiquant que la finalité recherchée est de garantir l'eau potable à tous et dans tout le territoire de la commune, il a souligné que cette initiative constitue une réponse à l'amer constat de la non disponibilité de l'eau pour tous les habitants du Bénin et surtout de la commune de Klouékanmè. Une réalité dont la cause principale est, non la disponibilité des ressources, mais un problème de gouvernance. «Les ressources sont là mais nous n'avancions pas assez», a signalé Armand Houanyé pour justifier le développement de l'outil par le réseau Water Integrity Network (WIN). Un outil qui permet d'apprécier l'état et les insuffisances en matière

d'intégrité afin d'y remédier. Pour terminer, il a précisé que l'atelier permettra d'appliquer l'outil EAIE au sous-secteur de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural, en vue d'établir la situation dudit sous-secteur en matière d'intégrité d'une part; de cibler les actions d'amélioration à mettre en place. De même, avec les différents acteurs venus de structures diverses (Mairie, OSC, association de consommateurs, partenaire...), l'atelier constitue une opportunité pour promouvoir le droit à l'eau et à l'assainissement, établir une vue d'ensemble sur l'état de l'intégrité dans le sous-secteur sur la base d'éléments d'appréciation tels que Transparence, Reddition des comptes, Participation et Mesures Anti-Corruption, identifier des domaines pertinents d'action pour renforcer l'intégrité et améliorer la gouvernance du sous-secteur. Et enfin, produire un outil pour la sensibilisation de l'opinion sur l'état de l'intégrité de l'eau et incitation des acteurs du secteur à l'action suite à l'atelier.

Par ailleurs, sur le choix de la commune, il a indiqué que Klouékanmè a été ciblée pour ses efforts de bonne gouvernance reconnus au-delà des frontières de notre pays. Réagissant, le Maire Christophe Megbédji, s'est dit «très honoré» par ce clin d'œil. «Nous allons nous mettre davantage au travail pour mériter la confiance placée en nous», a-t-il ajouté avant de signifier tout l'engagement de la commune et de ses autorités, à faire en sorte que l'intégrité soit une réalité dans sa localité.

Klouékanmè pour le respect du droit à l'eau

Après avoir exprimé leurs attentes qui se résument essentiellement

à la découverte de l'outil et à la volonté de son appropriation, les participants ont eu droit à un exposé sur «Droit à l'eau au Bénin : réalités, défis et approches de mise en œuvre». En indiquant que le droit à l'eau consiste en un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable, d'une eau salubre et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques de chacun, l'expert Félix Adégnika, a soutenu que l'Etat comme les collectivités locales devraient travailler à ne pas «entraver injustement l'accès à l'eau de chacun». Tout en affirmant que dans le corpus juridique, le droit à l'eau est loin d'être négligeable mais qu'il est presque inopérant parce qu'il n'est pas appuyé par des décrets d'application ou qu'il est souvent dépassé, il a énuméré des contraintes qui jalonnent son respect par les autorités centrales et locales. Au nombre de ces contraintes, il a cité les passations de marchés et la gestion des contrats, les procédures de gestion des fonds publics, le non respect des normes et standards d'exécution des travaux et l'absence d'autorité indépendante de régulation. Pour lever ces contraintes et assurer le plein res-

Grandes lignes de la feuille de route

Les grands axes de la feuille de route adoptée par l'ensemble des participants, comportent, en dehors de la finalisation participative du rapport et de la restitution des résultats de l'atelier au niveau communal et des arrondissements, le renforcement des capacités des acteurs (ACEP), la promotion du concept de l'intégrité et du droit à l'eau, la vulgarisation des textes de lois sur l'eau à travers les canaux appropriés, la publication des avis d'appels d'offres et arrêtés dans les langues locales, la poursuite des efforts de Reddition des comptes au niveau communal, l'évaluation de l'opération marbre.

pect de ce droit, l'Evaluation annotée de l'intégrité de l'eau (EAIE) constitue un important outil et une réponse. Tout simplement parce que, selon l'expert Armand HOUANYÉ, dans le monde, au Bénin et dans la commune de Klouékanmè, plusieurs personnes sont encore dans l'angoisse de la soif. Et surtout, parce que selon le Rapport Mondial sur la corruption secteur Eau 2008, la crise de l'eau est une crise de gouvernance confortée par la corruption et le déficit d'intégrité. Un constat qui a conduit à la mise en place de plusieurs outils dont l'outil «Evaluation Annotée de l'Intégrité de l'Eau» par WIN suite à un processus de recherche-action. Outil pratique et multifonctionnel qui vise à mettre en place une communauté de pratiques pour partager les expériences pour l'amélioration de l'intégrité et de la gouvernance du secteur (formateurs/ facilitateurs), l'EAIE est aussi un outil de diagnostic. En tant que tel, il permet d'établir une vue d'ensemble de l'intégrité du secteur/ sous-secteur de l'eau pour détecter/ cibler les domaines vulnérables à la corruption, d'identifier les domaines prioritaires dans lesquels, il urge d'agir pour renforcer l'intégrité, d'accroître la sensibilisation sur la question de l'intégrité et inciter à des améliorations en faveur de l'intégrité. Il est fondé sur l'analyse des 3 piliers d'intégrité (Transparence, Reddition des comptes, Participation) et dans 5 domaines essentiels : Politique et Législation (PL), Régulation (R), Projets et Programme d'Investissement (PPI), Prestation de Services (PS) et Législation Anti-Corruption (LAC).

Au terme de l'atelier, les participants proactifs tout au long des travaux, ont été félicités pour les débats francs menés même si parfois les échanges ont été houleux mais constructifs. Et ce, en présence du Maire qui a montré toute sa disponibilité et son engagement. Dans leur ensemble, les participants ont dit avoir beaucoup appris sur cet outil et son utilité pour l'amélioration de la gouvernance de l'eau. Désormais, le cap est mis sur l'après-atelier et à l'unanimité, les participants ont exprimé le vœu de voir la feuille de route mise en œuvre. Mais, ils peuvent compter sur le PNE-Bénin et son partenaire WIN, a rassuré le Coordonnateur Armand HOUANYÉ.

Alain TOSSOUNON
RJBEA



Photo de famille des participants

Actualité

Célébration de la Journée Mondiale des Zones Humides au Bénin

La société civile à la rencontre des élus et acteurs locaux

A l'instar de la communauté internationale, le Bénin a célébré le samedi 2 février 2013, la Journée Mondiale des Zones Humides. A cette occasion, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) membres de la coalition verte du Bénin et du Forum Biodiversité du Bénin, ont organisé dans la salle de conférence de la mairie de Kpomassè, une séance de sensibilisation des acteurs locaux sur l'importance des zones humides pour la protection de la ressource « Eau ».



Les produits de la pisciculture à Dékanmey présentés aux participants

S'inscrivant dans une démarche d'échanges, de communication et de sensibilisation, la journée visait à faire découvrir les zones humides, à sensibiliser les élus locaux et le public aux valeurs et avantages de ces milieux, à leur rappeler les objectifs fixés par la Convention de Ramsar depuis 42 ans. Pour y parvenir, les ONG membres de la coalition verte du Bénin et du Forum Biodiversité du Bénin, ont débattu avec l'assistance d'importantes questions relatives à la thématique des zones humides. Il s'agit notamment de la place de l'eau et des milieux aquatiques dans notre société, du choix de gestion de l'eau pour les zones humides au Bénin, des éléments clefs d'une gestion durable de l'eau et des zones humides au Bénin. En un mot, les organisateurs ont montré à l'assistance en quoi les zones humides protègent l'eau et le devoir de chacun pour réduire, à défaut de faire cesser définitivement, les différentes pressions anthropiques et climatiques que subissent ces zones.

Dans son allocution, Claudia AMEGANKPOE, porte-parole des ONG organisatrices de la journée et directrice exécutive de l'ONG Eco-Ecolo, a fait observer que la

célébration de la journée mondiale des zones humides est un moment privilégié pour réfléchir sur les enjeux de ces zones et sensibiliser davantage les populations à divers niveaux sur l'importance de ces écosystèmes, gage d'avenir pour tous. Pour elle, le thème retenu cette année est révélateur de la nécessité de placer les milieux humides au cœur des stratégies pour garantir une gestion durable de l'eau, gage de paix, d'essor économique et de bien-être social. Lui emboitant le pas, El-Mohad Tl-DJANI, Représentant du Maire de Kpomassè, a également soutenu que le choix de ce thème constitue un vibrant appel et un véritable plaidoyer pour un changement immédiat des comportements mettant en péril les zones humides. Tout en rappelant le rôle écologique capital joué par ces zones, il a mis l'accent sur leur importance économique. « Sur le plan économique, les zones humides servent de support aux activités les plus diverses : la pêche, l'agriculture, le tourisme, etc. » a-t-il déclaré avant de recommander que les modes d'occupation des sols soient revus ainsi que le détournement de l'eau et le développement des infrastructures dans la mesure où



Les membres du présidium au lancement de la journée

ils provoquent la dégradation et la disparition des zones humides. A titre d'exemple, il a évoqué le cas du lac Ahémé sérieusement menacé de disparition.

C'est donc conscient des enjeux particuliers que constituent les zones humides qui recouvrent 6% de la planète, que le Bénin a adhéré en juillet 1999 à la Convention sur les zones humides ou Convention de Ramsar avant de la ratifier le 24 janvier 2000. Il a inscrit sur la liste Ramsar, quatre sites. lesquels?

Surprenante richesse naturelle.....

En procédant au lancement des travaux de la journée de sensibilisation, Nicolas DANDOGA, Directeur Général de l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE), a indiqué que les zones humides sont une extraordinaire richesse naturelle pour l'humanité en raison de leur richesse biologique. Les définissant comme des espaces de transition entre l'eau et la terre, Nicolas DANDOGA a précisé qu'elles sont vitales pour la pêche, la préservation de la biodiversité et les ressources en eau. Pour lui, c'est donc avec raison que l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a initié la Convention de Ramsar dont l'objet est la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et par la coopération internationale,

en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier. « Tous ensemble, nous pouvons donner l'impulsion nécessaire et créer une vague d'activités tout au long de l'année afin de profiter largement des opportunités que nous offrent les zones humides et œuvrer à leur survie », a terminé Nicolas DANDOGA.

Après l'ouverture de la journée, les participants ont eu droit à une communication présentée par Aliou DAOUDA, expert en environnement. Au cours de cette communication, l'expert a, non seulement donné l'occasion aux participants de s'approprier certaines réalités des zones humides, mais aussi sensibilisé ces derniers à œuvrer pour la protection et la sauvegarde de ces zones. Les échanges qui ont suivi la communication ont donné lieu à une tribune des maires présents. Chacun a présenté les potentialités en zones humides de sa commune, les politiques et stratégies définies pour les protéger ou les aménager.

La journée a pris fin par une visite de terrain dans l'arrondissement de Dékanmey où l'expérience développée par HOUDEGBE North American University of Benin en matière de pisciculture a été partagée par les participants.

**Bonaventure KITI
RJBEA**

Actualité

Valorisation économique des forages artésiens

Les femmes de Tchi Ahomadégbé en marche vers l'autonomisation

La valorisation économique et la gouvernance locales de l'eau des forages artésiens constituent une initiative novatrice promue par le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin) depuis 2010. Le village de Tinou Hounsa dans la commune de Lokossa a été le cadre pionnier d'expérimentation de cette démarche d'implémentation des principes de la gestion intégrée des ressources en eau au niveau local. Les acquis de cette expérience ont été mis en application sur un nouveau site situé à Tchi Ahomadégbé dans la commune de Lalo.



Réception de la borne fontaine de Tchi-Ahomadégbé



Remise des matériels aux femmes maraîchers

L'expérience a été conduite conjointement par le PNE-Bénin et le Soroptimist Clubs Cotonou Doyen en partenariat avec la Mairie de Lalo. La mise en œuvre de cette initiative s'inscrit dans les orientations biennales du Soroptimist International Europe (SIE), qui pour le mandat 2011-2013, a retenu le thème biennal «Les SOROPTIMISTS s'engagent pour l'eau et la nutrition». C'est ainsi que, le Soroptimist Club Cotonou Doyen s'est engagé dans le développement de partenariat avec le PNE-Bénin et la Mairie de Lalo afin de contribuer véritablement à la sécurité alimentaire des communautés à la base et à l'autonomisation des femmes rurales. Ce partenariat vise l'amélioration des conditions de vie des femmes, de leurs familles et de la communauté entière à travers la valorisation économique et la gouvernance locales de l'eau du forage artésien de l'arrondissement de Tchi Ahoma-

degbé dans le contexte de la décentralisation.

A cet effet, un partenariat tripartite a été développé et s'est concrétisé par la structuration et la formation des usagers sur les notions de base sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que les techniques de production et de gestion des unités de production agricole. Ils ont également bénéficié d'infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Ces actions menées sur le site ont permis à la population de prendre conscience des pratiques préjudiciables à la qualité et à la durabilité de la ressource et des notions de base en eau, hygiène et assainissement. De même, la construction des bornes fontaines, la réhabilitation du château de stockage d'eau, du forage artésien facilitent désormais l'approvisionnement en eau potable des ménages et l'irrigation des champs maraichers, rizières et étangs piscicoles. Ainsi, 153

producteurs dont 87 femmes soit 57% ont été formés et ont un bon niveau de maîtrise des principes coopératifs et des itinéraires techniques de production agricole. Les femmes bénéficiaires disposent de plus de 2 ha aménagés pour la production maraîchère (grande morelle, crinclin, piment, tomate, gombo, etc.).

Les analyses de l'eau en pré-lude à la mise en service du réseau ont été réalisées par le laboratoire de la Direction Générale de l'Eau (DGEau) et le traitement de l'eau du réseau a été fait par les techniciens du laboratoire de la Direction Nationale de la Santé Publique (DNSP) du ministère de la santé. Ces efforts ont permis d'offrir à la population de Tchi Ahomadégbé une eau de qualité. Les femmes du village de Tchi Ahomadégbé dispose désormais à proximité de leur ménage, d'une borne fontaine qui assure l'approvisionnement d'une eau de qualité pour les usages domestiques. Les usa-

gers du centre de santé sont dispensés de la corvée d'eau et disposent dans l'enceinte du centre d'une source d'eau potable. Il en est de même pour les apprenants et les encadreurs de l'école primaire publique de la localité qui disposent de deux points d'eau potable. L'ouvrage facilite la propreté des enfants après les activités sportives et le maintien de l'hygiène corporelle pendant la récréation et après les toilettes. Les femmes maraîchères disposent également sur leur domaine de bouches hydrantes alimentées par le forage. L'eau du forage de Tchi Ahomadégbé est donc utilisée pour des usages multiples. La Mairie devra assumer ses responsabilités pour renforcer et opérationnaliser le mécanisme de gestion de l'eau du réseau.

**Armel AHOSSI
AT/PNE-Bénin**

Actualité

Pour une programmation efficiente de ses activités

L'Alliance WASH-Bénin outille ses membres sur la théorie de changement

Dans le cadre de la programmation de ses activités et du renforcement des capacités de ses membres, l'Alliance WASH Bénin a organisé du 25 février au 1er mars 2013 à l'INFO-SEC de Cotonou une session de formation sur l'approche programmatique et la théorie de changement.



Photo de famille des participants à l'atelier

Planifier de manière plus cohérente les activités inscrites dans le cadre logique du programme conjoint WASH 2013-2015 à l'aide de l'approche programmatique et la théorie de

changement. Tel est l'objectif de l'atelier organisé par l'Alliance WASH Bénin avec l'appui financier de ses partenaires WASTE et ICCO au profit de ses membres que sont le PNE-Bénin, EAA, CE-BEDES, HELVETAS, DECAM-BEDESTHA, BUPDOS et PROTOS. Durant cinq jours de travail soutenu sous la conduite du consultant Mr ALIDOU Moussiliou du cabinet DIRO Center, les membres de l'Alliance WASH-Bénin ont non seulement suivi une communication de Mme Verele de WASTE sur le Cadre Logique révisé du programme WASH mais aussi défini à travers un brainstorming le concept de la théorie du changement.

Présentation sous forme imagée du contexte et de la problématique actuelle du secteur AEPHA dans la zone d'intervention du programme (analyse systémique du secteur AEPHA au Bénin), classement des

résultats du Cadre Logique par catégorie et identification des acteurs de changements successifs (pré-conditions) devant conduire aux situations voulues (résultats) et formulées dans le Cadre Logique ont constitué l'essentiel des travaux de groupes.

Dans une approche très participative, les partenaires de l'Alliance répartis en trois groupes à savoir le groupe de l'approvisionnement en eau potable, celui de la GIRE et enfin le groupe de l'hygiène et de l'Assainissement ont classé les résultats intermédiaires du cadre logique dans leurs catégories correspondante et identifié les parcours de changement. A partir du changement final souhaité, ont été identifiés respectivement la problématique, les acteurs, les pré-conditions, les hypothèses et les activités. Cet exemple a permis d'améliorer les compréhensions et de faire la distinction entre hypothèses et pré-conditions. Au terme des travaux de groupes, différents parcours de changement ont été développés par les trois groupes. Ce qui a permis également d'identifier des éléments de synergie entre partenaires pour la mise en œuvre des activités pour l'atteinte du changement final souhaité.

Il faut souligner que les membres de l'Alliance ont profité de la tenue de cet atelier pour réfléchir sur la vision de leur institution, l'organisation de la journée mondiale de l'eau 2013 et celle de la journée nationale de l'hygiène et de l'assainissement.

Cette session de formation a pris fin à la grande satisfaction des participants. Ce fût l'occasion pour le Country Lead, Florent WETTA de ICCO Mali, de partager avec l'assistance, les félicitations du gouvernement néerlandais par rapport aux activités que mène l'alliance WASH (AWN et AWB) dans tous les pays du sud dont celui du Bénin.

« Je voudrais saisir l'occasion que vous m'offrez pour exprimer ma reconnaissance aux responsables de l'Alliance WASH qui ont initié cet atelier. C'est une formidable occasion qui nous a permis non seulement d'améliorer notre programme mais aussi de jeter les grandes bases de la vision de l'Alliance. Grâce à la méthodologie utilisée par le formateur, nous sommes parvenus à détecter des activités qui donneront de la visibilité à notre Alliance. »

Albert CHABI ETEKA :

« Je me réjouis des résultats auxquels nous avons abouti au terme de ces cinq jours de travail. Nous avons amélioré le plan d'actions 2013 de notre organisation grâce à l'opérationnalisation des concepts vus sur la théorie de changement et à l'expérience accumulée en 2011 et 2012. J'ai également la satisfaction que les participants aient profondément analysé les incidences d'éventuels changements sur les activités prévues dans notre programme »

Armand AGUIDI :

« Cet atelier nous a offert l'occasion d'examiner en profondeur nos activités sur le terrain en ce qui concerne le programme WASH et de voir quels sont les changements que nous pouvons apporter au niveau des communautés avec lesquelles nous travaillons. Ce qui est intéressant dans cet atelier, c'est que nous avons vu les étapes successives pouvant produire des changements finaux désirés. J'ai été particulièrement touché par les travaux de groupe que nous avons fait pour nous interroger dans chacune des trois thématiques de notre Alliance. Les réflexions menées, en partant des situations de départ, pour identifier ce qui peut nous conduire à l'état désiré ont été très fructueuses. Elles ont constitué un moment très fort de l'atelier parce que nous ayant permis de tracer la route qui va nous conduire à l'état désiré. »

Florent WETTA Gérard :

« Je sors de cet atelier très satisfait des participants. Ils ont fait preuve d'une assiduité au travail et se sont bien imprégnés de la théorie de changement. Ce n'est pas une surprise pour moi qui suis dans le secteur depuis neuf ans dans la mesure où je connais le sérieux des partenaires du Bénin. Ils viennent une fois encore, par la kyrielle de productions que nous venons d'avoir à travers le processus de la théorie de changement, de me démontrer qu'on peut compter sur eux pour influencer positivement le secteur WASH au Bénin. J'ai foi que les résultats d'après atelier vont être satisfaisants au point de les utiliser pour pouvoir faire les planifications de 2014 et 2015. »

VERELE :

« Nous avons travaillé dans une très bonne ambiance durant ces cinq jours et je crois que la méthodologie utilisée par le formateur est très bonne puisqu'elle a permis une intéressante moisson. Ce qui m'a le plus frappé au cours de cet atelier, c'est la détermination des acteurs du secteur WASH au Bénin à faire évoluer le secteur, surtout au niveau de la durabilité de la gestion des déchets. Il va falloir développer suffisamment d'entreprises qui s'engagent à travailler dans ce secteur. »

**Bonaventure KITI
RJBEA
et
Rachel ARAYE
PNE-Bénin**

Parole aux acteurs

Christophe MÉGBÉDJI, Maire de la commune de Klouékanmè

« L'outil est intéressant parce qu'il permet à tous les acteurs d'être sur le qui-vive »

Au terme de l'atelier sur l'outil «Evaluation Annotée de l'Intégrité dans le secteur de l'Eau (EAIE)» tenu le 26 février 2013 à la salle de conférence de l'arrondissement central de Klouékanmè, le maire Christophe MÉGBÉDJI qui a participé activement aux travaux, a partagé avec nous, son appréciation de l'outil. Pour lui, cet outil constitue un bon moyen d'éveil des consciences des autorités locales et des populations sur leurs droits et devoirs. Une raison de marquer l'engagement de sa commune à souscrire à l'exercice pour améliorer la gouvernance du secteur dans sa localité.



Pensez-vous que l'outil EAIE peut contribuer à l'amélioration de la gouvernance dans le secteur de l'eau dans votre localité?

L'outil «Evaluation Annotée de l'Intégrité dans le secteur de l'Eau (EAIE)» est un outil important et nécessaire pour améliorer la gestion du secteur, au niveau des politiques, de la participation, et des autres aspects qui concourent à la bonne gouvernance dans le secteur.

Est-ce qu'il y a d'autres aspects de la gouvernance ou de l'intégrité que vous avez découverts à travers cet outil ?

Les aspects que nous avons découverts se rapportent essentiellement à l'éveil de la conscience. Ce

sont des choses qu'on savait mais auxquelles on doit aujourd'hui s'accrocher. Cela n'est pas maîtrisé de tout le monde. C'est vrai que certains maîtrisent le concept partiellement, d'autres entièrement. Mais, c'est tout cela qu'il faut mettre ensemble pour que le secteur soit mieux géré. Quand on parle d'évaluation annotée, cela veut dire que la gestion du secteur peut conduire à une évaluation qui nous conduit à des actions qu'il faut entreprendre pour améliorer notre gestion.

De façon globale, vous avez découvert l'outil. Comment vous l'avez trouvé ?

Je trouve que l'outil est intéressant parce qu'il permet à tous les acteurs, d'être sur

le qui-vive et de mieux appréhender leurs droits et leurs devoirs. Aujourd'hui au Bénin par exemple, on est entre 10 et 25 % de fuite d'eau selon les régions. S'il y a des fuites d'eau dues à notre canalisation, c'est qu'il n'y a pas intégrité. De même, si le secteur n'est pas bien géré et que certains vendent l'eau et mettent l'argent dans leurs poches, c'est qu'il n'y a pas intégrité.

Par ailleurs, dans la gestion du secteur, nous n'arrivons pas à faire attention à l'assainissement et à l'hygiène tout autour des points d'eau, c'est aussi qu'il n'y a pas intégrité. Donc, tout doit concourir au bien-être des habitants de la cité.

Au terme de l'atelier, avez-vous le sentiment que les attentes relatives à l'appropriation de l'outil ont été comblées ?

Les attentes sont comblées et elles le seront davantage si nous arrivons à ruminer ce concept et à restituer fidèlement ce qui est reçu aujourd'hui comme enseignements au niveau de tous les arrondissements. Et puisqu'on dit qu'une seule hirondelle ne fait pas le printemps, si la commune de Klouékanmè maîtrise le concept de l'Evaluation annotée de l'intégrité dans le secteur de l'eau et que ce n'est pas le cas dans les autres communes du Bénin, alors ce n'est pas la peine.

Si cela prend dans les communes pilotes à savoir Klouékanmè, Aguégoués et Natitingou et tend vers les 74 autres du Bénin, ce sera une bonne chose pour la nation entière. Donc, nous souhaitons qu'il soit davantage maîtrisé et partagé avec tout le monde afin qu'on prenne la question de l'eau comme une question primordiale du développement.

Par rapport à la feuille de route élaborée, qu'est-ce qu'on peut attendre concrètement de la commune de Klouékanmè et des autorités locales ?

La commune de Klouékanmè par ma voix exprime déjà son engagement. Ce n'est pas maintenant que nous allons faillir. Nous allons poursuivre nos efforts pour vraiment montrer que nous sommes disponibles. Nous organiserons des émissions interactives pour mieux sensibiliser les consommateurs sur leurs droits et leurs devoirs. Nous irons également vers les partenaires afin d'avoir leur appui technique et financier, en vue du renforcement des capacités des acteurs à savoir les membres des ACEP et toutes les structures impliquées dans la gestion de l'eau. Il s'agira aussi de faire en sorte que les fermiers soient bien formés pour jouer pleinement leur rôle. Nous devons aussi faire en sorte qu'au niveau de ce secteur, l'eau puisse couler et que nous ayons un taux de couverture intéressant.

**Propos recueillis par
Alain TOSSOUNON**

Tribune des partenaires

L'Alliance WASH-Bénin (Eau, Hygiène et Assainissement) au service du peuple

L'Alliance WASH-Bénin (entendez Water, Sanitation and Hygiene en Anglais) est née de la volonté de sept ONG nationales et internationales intervenant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Bénin. Ces ONG sont : BUPDOS, CEBEDES, DCAM-Bethesda, EAA, Helvetas Swiss Intercooperation, PNE-Bénin et PROTOS-Bénin. Elle a été mise en place en 2010 en collaboration avec l'Alliance WASH néerlandaise (DWA) composée de six organisations non gouvernementales (SIMAVI, ICCO, AMREF, RAIN, WASTE, AKVO) pour une durée initiale de 5 ans (2011-2015).



Photo de famille des membres de l'alliance et des acteurs à l'atelier de Parakou sur la durabilité financière

L'objectif général de l'Alliance, est de contribuer à la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la santé, de l'environnement et des conditions économiques en autonomisant les personnes et en créant un environnement favorable afin de réaliser un accès et une utilisation durables de l'eau propre et des services sanitaires et des pratiques d'hygiène améliorées pour les femmes et les groupes marginalisés.

L'Alliance WASH Néerlandaise a signé le même type d'accord avec des Organisations de la Société Civile dans 8 pays

dont 6 en Afrique et 2 en Asie. Ces pays sont : Bangladesh, Bénin, Ethiopie, Ghana Kenya, Mali, Népal et Uganda.

Zones d'intervention L'Alliance WASH-Bénin (AWB) concentre ses activités dans quatre Communes dans les départements du Borgou, de l'Alibori et de l'Atacora. Il s'agit des Communes de Parakou, Kandi, Kérou et Sinendé. Mais l'Alliance travaille également pour une gestion intégrée des ressources en eau de la portion nationale du bassin du Niger ; et dans ce cadre les 13 Communes suivantes sont impliquées dans ce programme : Ka-

rimama, Banikoara, Kandi, Gogounou, Malanville, Ségbana dans l'Alibori, Kalalé, Nikki, Sinendé, Bembérékè dans le Borgou, Kérou, Kouandé, Péhunco dans l'Atcora. Dans le cadre du projet LEauCAL (Lever d'accès à l'Eau et à l'Assainissement pour les Communautés et les Autorités Local au Bénin), 13 Communes de l'Atacora et de la Donga bénéficient du soutien de l'AWB ; ce sont : Boukombé, Cobly, Kérou, Kouandé, Matéri, Natitingou puis Bassila, Copargo, Djougou, Ouaké.

Ainsi, l'Alliance WASH-Benin est active dans 24

communes. Mais en ce qui concerne le plaidoyer dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement, elle est active sur le plan national.

Acquis de l'Alliance WASH-Benin

La vision de l'AWB ne consiste pas seulement à mettre en place des infrastructures (points d'eau, latrines, toilettes, etc.) ; mais l'alliance travaille en vue d'un changement de comportement et une durabilité des actions. Les activités de l'AWB reposent sur cinq principes de durabilité que sont : la durabilité sur les plans Financier, Institutionnel, Environnemental, Technologique et Social (FIETS). Les acquis du programme au Bénin sont, entre autres :

✓ Partenariat avec la Mairie de Parakou (via DCAM ONG) pour l'assainissement de la ville, ce qui a permis la mise en place de trois types d'infrastructures : 2 points de regroupement (PR) pour la gestion des déchets solides ménagers, 7 lave-mains pour renforcer l'hygiène chez les en-

Tribune des partenaires

L'Alliance WASH-Bénin (Eau, Hygiène et Assainissement) au service du peuple



Albert Chabi ETEKA,
Coordonnateur Pays/Alliance WASH-Benin

fants dans les écoles et 4 cabines publiques pour réduire la pression de la défécation à l'air libre ;

✓ Appropriation des différentes étapes d'élaboration de Plan d'affaires par les petits entrepreneurs privés en assainissement (Vidangeurs manuels, maçons, soudeurs, coffreurs, ...) de la commune de Parakou;

✓ Construction de modules de latrines VIP à 4 cabines et mis en service à l'Ecole primaire public Kpéwonka B et au Collège d'Enseignement Général 2 de Kérou ;

✓ Appropriation de l'approche Ecosan par les organisations payannes, les artisans ma-

çons les groupements de maraîchers et des délégués en charge de la gestion des points d'eau ;

✓ expertise dans l'accompagnement pour l'élaboration du document de Programmation communale Eau et du Plan Hygiène et Assainissement Communal ;

✓ Existence des options technologiques ECOSAN avec les matériaux locaux dans les communes de Sinendé et Kérou ;

✓ Développement de partenariats avec les communes d'intervention pour la conduite des activités ;

✓ Existence des cartes thématiques sur

l'état des ressources en eau et les problématiques liées à la dégradation des ressources en eau de la portion nationale du bassin du Niger ;

✓ Existence de la documentation sur les problématiques et les pratiques de gestion durable de la portion nationale du bassin du Niger et sur la gestion des conflits liées à la gestion des ressources naturelles;

✓ Existence des sections communale de l'ANU (Association Nationale des Usagers et Usagers des ressources naturelles du bassin du Niger au Bénin) pour contribuer à la mise en œuvre de la Vision Partagée du bassin du Niger pour son développement ;

✓ Organisation de sessions de formations pour ces plateformes sur la vie associative et l'élaboration de plan d'actions afin d'améliorer leur fonctionnement.

✓ Existence d'un Cadre de concertation des Acteurs Non Etatiques du secteur de l'eau et de l'assainissement pour contribuer à l'amélioration de la gouvernance du secteur eau et assainissement.

Perspectives de l'Alliance WASH-Benin

L'AWB voudrait consolider les acquis actuels. Elle a la vision d'élargir

ses membres aux Organisations de la Société Civile (OSC) pouvant apporter des valeurs ajoutées dans les secteurs Eau, Hygiène et Assainissement au Bénin. A moyen et à long termes, elle vise à :

- renforcer les capacités des structures telles que les ACEP afin que le service de l'eau soit continu à travers la veille citoyenne ;

- rendre fonctionnelle la concertation avec les acteurs étatiques afin d'assurer une harmonisation dans les interventions des acteurs étatiques et non étatiques dans les différentes zones pour le bien être des populations

- associer les IMF (Institutions de Micro-Finance) et autres acteurs pour la durabilité financière des actions qu'elle mène ;

- développer une stratégie de collaboration avec le privé, le public et les OSC ;

- S'ouvrir à d'autres partenaires à valeurs ajoutées avérées

- assurer une bonne visibilité des actions menées par l'alliance

- renforcer la synergie d'actions et la complémentarité.

Albert Chabi ETEKA
Coordonnateur Pays/
Alliance WASH-Benin.

Analyse

Hygiène et assainissement de base au Bénin:

Quels espoirs pour 2013?

Longtemps redoutée par certains acteurs, la nouvelle réforme au Ministère de la santé qui a vu disparaître la Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (DHAB) désormais fusionnée avec celle de la Santé Publique, a fini par être effective depuis août 2012. Mais face aux enjeux et défis du secteur de l'Hygiène et de l'Assainissement de base considéré depuis plusieurs années comme parent pauvre, existe-t-il des raisons d'espérer que l'année 2013 soit celle du renouveau de ce secteur encore en manque de souffle?



Dans les quartiers périphériques de la plus grande ville de Cotonou....

Le sous-secteur de l'hygiène et de l'assainissement de base est l'enfant malade du secteur WASH dans notre pays. Tout simplement parce que, depuis plusieurs années, ce sous-secteur souffre d'un manque de leadership et de ressources pour combler les attentes et relever les défis. En effet, selon les résultats de la revue conjointe, la proportion de ménages disposant de latrines est passée de 44,4% en 2010 à 46,5% en 2011, loin des 68,8% attendus pour être au rendez-vous de 2015. De même, encore de 0,4%, la part du budget propre du Ministère de la Santé (MS) allouée à l'Hygiène et l'Assainissement de Base, n'a toujours pas atteint les 8% que recommande la Déclaration des Ministres à la Conférence AfricaSan 2008 à Durban en Afrique du Sud. Mais, ce n'est pas tout. En

plus des enjeux liés à l'atteinte des OMD et à la mobilisation des ressources, le sous-secteur est confronté à un problème structurel. Et comme l'a si bien révélé l'expert en eau de l'Association Nationale des

Communes du Bénin (ANCB), Sègla LIHOUSSOU, dans une célèbre chronique intitulée «Au secours ! Danger de mort, l'assainissement se noie !», le secteur de l'assainissement au Bénin est «éparpillé dans plusieurs départements ministériels». Avec l'ancienne Direction de l'Hygiène et de l'Assainissement de Base (DHAB) s'occupant de l'assainissement de base (eaux usées, excréta, ...), la SONEB responsabilisée pour ce qui est du traitement des eaux usées en milieu urbain et les communes maîtres d'ouvrage de tout le secteur aussi bien en milieu urbain que rural, l'environnement institutionnel n'est pas de nature à favoriser une bonne gestion du sous-secteur.

C'est dans ce contexte que le Ministère de la Santé Publique a engagé une réforme entérinée par le décret N° 2012-272 du 13 août 2012 qui consacre dorénavant la fusion de la DHAB et de la Direction Nationale de la Protection Sanitaire (DNPS). Une réforme qui a été jugée par certains acteurs et observateurs comme un recul. Mais, pour la Ministre de la Santé Publique, Dorothee Akoko KINDÉ GAZARD, cette réforme qui était nécessaire est avantageuse pour le sous-secteur. «Cette réforme permet de donner une dimension de santé publique à toutes les interventions de l'hygiène et de l'assainissement de base», a-t-elle soutenu. Plus encore, elle indique que cette réforme «permettra de mobiliser plus de ressources en vue de l'amélioration des indicateurs

du sous-secteur».

2013, une année décisive pour le sous-secteur

Alors qu'à la dernière revue du secteur, les acteurs dans leur ensemble, regrettaient la non disponibilité de documents essentiels notamment la Politique Nationale d'Assainissement (PNA) ou la relecture du Code d'Hygiène Publique et de la stratégie de Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement (PHA), l'espoir est désormais permis. Car, au Ministère de la justice, l'étude du projet de loi portant relecture du Code de l'hygiène publique est enfin amorcée. Enclenchée depuis peu le processus de relecture de la Politique nationale de l'assainissement attendue de tous les vœux par l'ensemble des acteurs doit aussi enfin aller rapidement à son terme.

Nul doute qu'avec la conviction de la ministre Dorothee Akoko KINDÉ GAZARD, les signaux sont rassurants quant à l'avenir de ce sous-secteur. «Aujourd'hui, il est plus facile pour nous de justifier les ressources allouées à ce secteur qui auparavant était le parent pauvre du système de santé. Au regard des ressources qui sont déjà mobilisées pour les prochaines années auprès de nos partenaires techniques et financiers, de plus en plus nombreux, nous ne pouvons que saluer cette réforme qui porte déjà ses fruits», signale la ministre.

Seulement, l'avenir du sous-secteur, il faudra le dessiner désormais avec les collectivités locales comme le martèle l'expert Segla Lihoussou dans la batterie de mesures qu'il propose. C'est également l'avis de tous les acteurs du secteur qui dans le cadre des OMD, indiquaient que s'il faut passer à une plus grande échelle dans les actions, il faut absolument «une réforme du sous-secteur impliquant notamment l'exercice effectif de la maîtrise d'ouvrage communale, en termes de planification et de mise en place des ouvrages ainsi que de la mise en œuvre de la PHA».



... l'assainissement de base est encore une exception et un luxe

**Alain TOSSOUNON
RJBEA**

Conseils et Innovations



Evénements phares prévus au cours de l'Année 2013

- 11 février - Lancement officiel de l'Année au siège de l'UNESCO, à Paris (France)
- 22 mars - Journée mondiale de l'eau. Evénements à La Haye (Pays-Bas) et New York (États Unis)
- Mai – Le 2ème Sommet de l'eau de la région Asie-Pacifique, Bangkok (Thaïlande)
- 1-6 septembre - Semaine mondiale de l'eau à Stockholm (Suède)
- Août - Conférence sur la coopération dans le domaine de l'eau au Tadjikistan
- 8-11 octobre - Sommet de l'eau 2013 de Budapest (Hongrie)